

ASSEMBLÉE NATIONALE

1er février 2023

PLFRSS POUR 2023 - (N° 760)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 2362

présenté par

Mme Sas, Mme Arrighi, M. Bayou, Mme Belluco, Mme Chatelain, M. Fournier, M. Iordanoff,
M. Julien-Laferrière, Mme Laernoès, M. Lucas, Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon,
M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sebaihi, M. Taché, Mme Taillé-Polian, M. Thierry et
Mme Batho

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

Au premier alinéa de l'article L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale, le nombre : « 3,5 » est
remplacé par le nombre : « 2,5 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement reprend celui porté par Sacha Houlié durant le PLFSS 2023. Il propose de
supprimer la réduction d'1,8 point du taux de cotisations d'allocations familiales aux rémunérations
comprises entre 2,5 et 3,5 SMIC.

Cet amendement s'appuie également sur une note du Conseil d'analyse économique (CAE) en
2019, « Baisses de charges : stop ou encore » qui recommande l'abandon des exonérations de
cotisations sur les salaires supérieurs de 2,5 SMIC au motif qu'elles seraient sans effet sur l'emploi
et la compétitivité (principalement sans incidence sur les exportations de ces entreprises).

Le Gouvernement prétend que leur réforme des retraites est nécessaire pour sauver le système de
retraite, pour lequel il faudrait trouver 13,5 milliards d'euros d'ici à 2030.

Le présent amendement a ainsi vocation à proposer au Gouvernement une porte de sortie à sa
réforme. En effet, la suppression des exonérations rapporterait à l'État 3,1 milliards d'euros qui
pourraient être consacré au système des retraites.